

RCS : VALENCIENNES

Code greffe : 5906

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VALENCIENNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1989 B 00115

Numéro SIREN : 350 166 120

Nom ou dénomination : DETA DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 01/08/2023 sous le numéro de dépôt 3836

gelle



GROUPE DETADIS

Centre E. LECLERC
CD 13
Lieu-dit Le Berger
59135 BELLAING

COMPTES CONSOLIDES

Exercice Clos le 31/01/2023



BBA expertise

Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment "LE PASSIFLORE"
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

Table des matières

ETATS DE SYNTHÈSE	4
Bilan consolidé.....	5
Compte de résultat consolidé.....	6
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	7
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	8
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	9
Principes comptables et méthodes d'évaluation	10
Composition du groupe.....	14
Organigramme du groupe	15
Seuils de consolidation.....	16
Information sur la consolidation.....	17
Opérations et comptes réciproques retraités	20
Ecart d'acquisition positif	21
Immobilisations incorporelles	22
Immobilisations corporelles	23
Immobilisations financières.....	24
Principales composantes du stock.....	25
Provisions	26
Créances par échéance	27
Dettes par échéance	28
Impôts différés de l'exercice	29
Preuve d'impôt consolidée.....	30
Effectifs.....	31
Rémunérations des dirigeants.....	31
Engagements financiers	32
Dettes garanties par des sûretés réelles	32
Ventilation du chiffre d'affaires net.....	33
Charges exceptionnelles.....	34
Produits exceptionnels.....	35
AUTRES INFORMATIONS ANNEXES	36
Soldes intermédiaires gestion consolidés	37
DETADIS - Détail des Engagements hors bilan.....	38

LE BERGER - Détail des Engagements hors bilan	60
LSA DISTRIBUTION - Détail des Engagements hors bilan	61
DETAIL DES COMPTES.....	63
Bilan consolidé détaillé	64
Compte de résultat consolidé.....	66
Bilan consolidé - contribution par entité	68
Compte de résultat consolidé - contribution par entité	70
Preuve d'impôt consolidée contributive par entité	72
Fusion des tableaux individuels de bouclage des capitaux propres	74

ETATS DE SYNTHESE

CERTIFIÉ CONFORME

Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2023	31/01/2022
Immobilisations incorporelles	727 154	739 037
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	680 001	680 001
Immobilisations corporelles	29 588 047	31 378 555
Immobilisations financières	1 530 491	1 398 928
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	31 845 692	33 516 520
Stocks et en-cours	6 732 869	6 432 541
Clients et comptes rattachés	3 380 746	1 732 216
Autres créances et comptes de régularisation <i>(dont impôts différés actifs)</i>	3 349 529	3 592 313
Valeurs mobilières de placement	2 912 771	1 402 416
Disponibilités	2 939 078	6 851 430
Actif circulant	19 314 993	20 010 916

Total Actif	51 160 685	53 527 436
--------------------	-------------------	-------------------

CERTIFIÉ CONFORME

Passif	31/01/2023	31/01/2022
Capital <i>(de l'entité mère consolidante)</i>	48 000	48 000
Primes <i>(de l'entité mère consolidante)</i>		
Réserves et résultat consolidés <i>(dont résultat net de l'exercice)</i>	15 246 728	14 584 137
Autres		
Capitaux propres - Part du groupe	15 294 728	14 632 137
Intérêts minoritaires	129	5 927
Provisions	534 612	533 744
Emprunts et dettes financières	20 783 018	23 479 266
Fournisseurs et comptes rattachés	10 246 547	10 276 335
Autres dettes et comptes de régularisations <i>(dont impôts différés passifs)</i>	4 301 651	4 600 027
Dettes	35 331 216	38 355 628

Total Passif	51 160 685	53 527 436
---------------------	-------------------	-------------------

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2023	31/01/2022
Chiffre d'affaires	120 160 591	105 278 094
Autres produits d'exploitation	1 451 237	1 231 569
Achats consommés	94 505 996	81 762 918
Charges de personnel	12 493 322	11 624 557
Autres charges d'exploitations	6 320 267	5 776 609
Impôts et taxes	1 574 034	1 514 428
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 201 235	2 895 605
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	3 516 974	2 935 546
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	3 516 974	2 935 546
Produits et charges financières	-224 185	-224 740
Produits et charges exceptionnelles	-32 790	235 046
Impôts sur les résultats	602 626	598 281
Résultat net des entités intégrées	2 657 373	2 347 571
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence		
Résultat net d'ensemble consolidé	2 657 373	2 347 571
Intérêts minoritaires	63	868
Résultat net (Part du groupe)	2 657 310	2 346 703

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	48 000	10 540 901	2 202 000		12 785 444	5 457
Correction des A nouveaux		2			2	
Affectation en réserves		1 701 990	-1 701 990			
Distributions de dividendes		-400	-500 010		-500 010	-400
Variation de capital						
Résultat N-1			2 347 571		2 346 703	868
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations					-2	2
Capitaux propres N-1	48 000	12 242 493	2 347 571		14 632 137	5 927
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		347 561	-347 561			
Distributions de dividendes			-2 000 010		-1 999 323	-687
Variation de capital						
Résultat N			2 657 373		2 657 310	63
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts					5 173	-5 173
Variation de périmètre		-570			-570	
Autres variations					1	-1
Capitaux propres N	48 000	12 589 484	2 657 373		15 294 728	129

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/01/2023	31/01/2022
Résultat net consolidé	2 657 373	2 347 571
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	3 120 360	2 468 954
Variation des impôts différés	34 817	-25 003
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-11 246	-1 423
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 801 304	4 790 096
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 056 860	1 529 860
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 744 444	6 319 956
Acquisition d'immobilisations	-1 448 670	-4 376 599
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	11 262	2 046
Incidence des variations de périmètres	-570	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 437 978	-4 374 553
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2 000 010	-500 010
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-400
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 300 000	4 550 867
Remboursements d'emprunts	-3 841 377	-3 537 125
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-4 541 387	513 332
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	-2 234 921	2 458 735
Trésorerie d'ouverture	7 803 910	5 345 176
Trésorerie de clôture	5 568 989	7 803 910

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2023, dont le total est de 51 160 685 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 657 373 euros.

L'exercice clos le 31/01/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2022 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement ANC 2020-01.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du ANC 2020-01 considère comme obligatoire la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés DETADIS et LSA DISTRIBUTION sont évalués au P3N (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode de référence).

Les méthodes de calcul retenues sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : moyenne,
- Taux d'actualisation retenu : 2,53%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Elles sont éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Composition du groupe

La société mère :**SAS DETADIS**

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

Activité : Holding mixte détenant les titres de la SCI LE BERGER et de la SAS LSA DISTRIBUTION.

Un contrat de location immobilière permet à la SAS DETADIS d'exploiter l'immobilier détenu par la SCI LE BERGER.

Les sociétés filiales :**SCI LE BERGER**

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

Activité : Location immobilière

Détention par DETADIS : 100 %

SAS LSA DISTRIBUTION

CD 13 Lieu-dit Le Berger - 59135 BELLAING

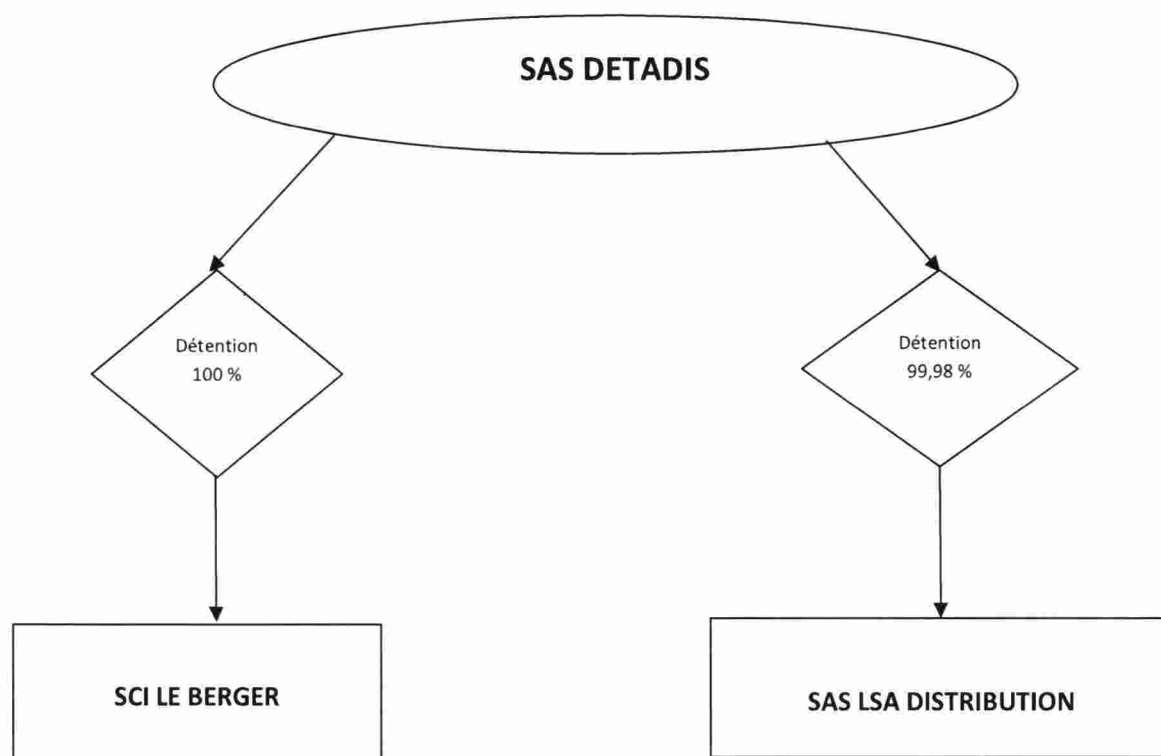
Activité : Exploitation d'un supermarché

Détention par DETADIS : 99,98 %

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
SAS DETADIS	100%	100%	Intégration globale
SCI LE BERGER	100%	100%	Intégration globale
SAS LSA DISTRIBUTION	99,98%	99,98%	Intégration globale

Organigramme du groupe



Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/01/2023

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- LE BERGER	13 247	2 612	-
- DETADIS	32 101	97 152	266
- LSA DISTRIBUTION	11 901	22 420	76
TOTAL	57 249	122 184	342

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/01/2020.

La date de clôture de la société mère DETADIS est le 31/01/2023. Il en est de même pour la société LSA DISTRIBUTION.

La date de clôture de la SCI LE BERGER est le 02/03/2023 (exercice de 14 mois).

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur cette filiale, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION**Acquisition titres - SCI LE BERGER**

La société DETADIS a acquis des titres de la société SCI LE BERGER par achats successifs qui sont résumés de la manière suivante :

- 22/02/1989 : 39 parts sociales pour 14 649 euros
- 06/10/2003 : 10 parts sociales pour 3 756 euros
- 22/05/2015 : 950 parts sociales pour 3 135 000 euros

A la suite de cette dernière acquisition, la société DETADIS détient 99,90 % des titres de la SCI LE BERGER (999 parts sociales sur 1 000 existantes).

La prise de contrôle est par conséquent intervenue le 22/05/2015.

Lorsqu'une prise de contrôle est réalisée par achats successifs de titres, le coût d'acquisition total est égal au cumul des couts d'acquisitions de chaque transaction déterminés de la manière d'une transaction unique.

Le cout d'acquisition total des parts sociales de la SCI LE BERGER s'élève donc à 3 269 497 euros et se décompose comme suit :

- 3 153 405 euros de prix d'achats ;
- 116 093 euros de frais d'acquisition net d'IS $[168\,250 - (168\,250 * 31\%)]$

Compte tenu du taux de détention de DETADIS dans la SCI LE BERGER, la quote-part de capitaux propres au 22/05/2015 est de 1 928 131 euros.

L'écart de première consolidation est de 1 341 366 Euros.

Les méthodes d'évaluation habituellement utilisées lors de transactions dans l'enseigne E. Leclerc identifient des plus-values latentes sur l'ensemble immobilier pour 2 190 325 euros brut (impôt différé 31% : -679 001 euros) amorties selon la méthode des composants.

L'impôt lié aux amortissements dérogatoires est également pris en compte pour - 169 958 euros.

Le montant de l'écart de première consolidation étant de 1 341 366 euros, la prise en compte de ces écarts d'évaluation amène à ne pas constater d'écart d'acquisition.

Souscription titres - LSA DISTRIBUTION

Le 22/10/2018, la société DETADIS a souscrit 1 492 actions de la société LSA DISTRIBUTION sur un total de 1 500 actions soit un pourcentage de détention de 99,47%.

Cette détention provient d'une souscription d'actions à la valeur nominale donc aucun écart d'acquisition n'a été constaté.

Cession par DETADIS d'une action LSA DISTRIBUTION

La société DETADIS a cédé une action de la société LSA DISTRIBUTION le 26 mars 2020 pour un montant de 10 euros à la société SODILOISON.

Coup d'accordéon dans la société LSA DISTRIBUTION

En 2020, la société LSA DISTRIBUTION a procédé à une restructuration du capital par le biais d'un coup d'accordéon afin d'assainir la situation financière

Cette opération est supportée uniquement par le groupe (DETADIS).

Le capital de LSA DISTRIBUTION s'élève donc à 395 000 euros après cette restructuration et les mouvements peuvent être résumés de la manière suivante :

- Capital initial : 15 000 euros
- Augmentation du capital +800 000 euros
- Réduction du capital - 420 000 euros

Acquisition complémentaire SCI LE BERGER

La société DETADIS a acquis une part sociale de la société SCI LE BERGER en juillet 2022 pour 570 euros. A la suite de cette acquisition, la société DETADIS détient 100% des titres de la SCI LE BERGER. Les valeurs liées à cette opération étant faibles, aucun écart d'acquisition n'a été constaté.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés DETADIS et LSA DISTRIBUTION, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement ANC 2020-01 considère comme méthode de référence la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 372 755 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une dotation annuelle de 868 Euros et une provision en à-nouveau de 371 887 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société DETADIS a perçu de sa filiale SCI LE BERGER des dividendes d'un montant de 687 139 Euros.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Fonds de commerce de brasserie pour 180 000 Euros à l'actif de la société DETADIS,
- Fonds de commerce d'hypermarché pour 500 000 Euros à l'actif de la société DETADIS,
- Fonds de commerce de supermarché pour 1 Euro à l'actif de la société LSA DISTRIBUTION

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

Les fonds commerciaux n'ayant pu être identifiés doivent être affectés en écart d'acquisition.

Par conséquent, les fonds commerciaux listés ci-dessus ont été reclassés en écart d'acquisition pour un total de 680 001 euros.

DEFICITS FISCAUX ET ACTIFS D'IMPOTS

Les déficits fiscaux disponibles chez la société LSA DISTRIBUTION (92 026 Euros) n'étant à ce jour pas certains d'être imputés, il n'a pas été constaté d'actif d'impôt différé.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 25 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Société	Numéro compte	Libellé	Solde		DETA	LSA	BERG
DETA	275100	Dépôt	500 000	dt			500 000
DETA	613201	Location immobilière	2 007 962	dt			2 007 962
DETA	708850	Refact ch loc	-15 883	ct			-15 883
DETA	614100	Taxe foncière	214 233	dt			214 233
DETA	763820	Int cc BERGER	-37 096	ct			-37 096
DETA	276100	Créance BERGER	2 588 415	dt			2 588 415
DETA	451005	Compte courant LSA	-19 718	ct		-19 718	
DETA	763820	Int cc LSA	-11 595	ct		-11 595	
DETA	451100	Compte courant IS LSA	-31 772	ct		-31 772	
LSA	455102	Compte courant DETADIS	19 718	dt	19 718		
LSA	661520	Int cc DETADIS	11 595	dt	11 595		
LSA	451100	Compte courant IS DETADIS	31 772	dt	31 772		
BERG	165500	Dépôt	-500 000	ct	-500 000		
BERG	706200	Loyer detadis	-2 007 962	ct	-2 007 962		
BERG	614102	Ch locative	6 981	dt	6 981		
BERG	614103	Ch locative	6 982	dt	6 982		
BERG	614106	Ch locative	1 920	dt	1 920		
BERG	791100	Refat TF	-214 233	ct	-214 233		
BERG	661520	Int cc DETADIS	37 096	dt	37 096		
BERG	455102	Compte courant BERGER	-2 588 415	ct	-2 588 415		

	DETA	LSA	BERG
DETA	-	-63 085	5 257 631
LSA	63 085	-	-
BERG	-5 257 631	-	-

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
DETADIS	DETADIS	180 000		180 000			
DETADIS	DETADIS	500 000		500 000			
DETADIS	LSA	1		1			
		680 001		680 001			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Ecarts d'acquisition	680 001				680 001
Frais de développement					
Concessions, brevets et droits similaires	192 204	20 670			212 874
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
Immobilisations Incorporelles brutes	872 205	20 670			892 875

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Ecarts d'acquisition					
Frais de développement					
Concessions, brevets et droits similaires	133 168	32 553			165 721
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
Amortissements et provisions	133 168	32 553			165 721

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Ecarts d'acquisition	680 001				680 001
Frais de développement					
Concessions, brevets et droits similaires	59 036	-11 883			47 153
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
Valeurs nettes	739 037	-11 883			727 154

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Terrains	1 630 010	33 500			1 663 510
Constructions	42 626 176	343 273			42 969 449
Installations techniques, matériel, outillage	2 289 110	402 891			2 692 001
Immobilisations corporelles en crédit-bail	59 725		-59 725		
Autres immobilisations corporelles	4 034 767	431 092			4 465 859
Immobilisations en cours		41 560			41 560
Avances et acomptes	96 555	44 105			140 660
Valeurs brutes	50 736 343	1 296 421	-59 725		51 973 039

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Terrains	262 720	12 559			275 279
Constructions	16 294 694	2 371 741			18 666 435
Installations techniques, matériel, outillage	983 228	290 358			1 273 586
Immobilisations corporelles en crédit-bail	59 725		-59 725		
Autres immobilisations corporelles	1 757 421	412 271			2 169 692
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Amortissements et provisions	19 357 788	3 086 929	-59 725		22 384 992

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Terrains	1 367 290	20 941			1 388 231
Constructions	26 331 482	-2 028 468			24 303 014
Installations techniques, matériel, outillage	1 305 882	112 533			1 418 415
Immobilisations corporelles en crédit-bail					
Autres immobilisations corporelles	2 277 346	18 821			2 296 167
Immobilisations en cours		41 560			41 560
Avances et acomptes	96 555	44 105			140 660
Valeurs nettes	31 378 555	-1 790 508			29 588 047

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Titres de participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	1 067 310	12 454	16		1 079 748
Prêts	200 000				200 000
Autres immobilisations financières	138 493	119 125			257 618
Titres mis en équivalence					
Valeurs brutes	1 405 803	131 579	16		1 537 366

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Titres de participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	6 875				6 875
Prêts					
Autres immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Provisions	6 875				6 875

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Clôture
Titres de participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	1 060 435	12 454	16		1 072 873
Prêts	200 000				200 000
Autres immobilisations financières	138 493	119 125			257 618
Titres mis en équivalence					
Valeurs nettes	1 398 928	131 579	16		1 530 491

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	126 749		126 749
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	6 606 120		6 606 120
Valeurs brutes	6 732 869		6 732 869

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	161 857									161 857
Provisions pour charges	371 887		868							372 755
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	533 744		868							534 612
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés	6 875									6 875
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES	6 875									6 875
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises										
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS										
Prov. sur avances et acptes versés sur cmdes										
Provisions sur comptes clients	55 774		51 443	55 774						51 443
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	97 302		29 432	29 886						96 848
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	153 076		80 875	85 660						148 291
TOTAL GENERAL	693 695		81 743	85 660						689 778

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 079 748			1 079 748
Prêts	200 000			200 000
Autres immobilisations financières	257 618			257 618
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	3 432 189	3 432 189		
Créances fiscales	631 642	631 642		
Actif d'impôt différé	195 082	195 082		
Autres créances	1 952 408	1 952 408		
Créances sociales	51 294	51 294		
Comptes de régularisation	615 951	615 951		
TOTAL GENERAL	8 415 932	6 878 566	0	1 537 366

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements	20 439 995	3 685 783	10 955 863	5 798 349
Concours bancaires courants	282 860	282 860		
Emprunts en crédit-bail				
Autres dettes financières	60 163	31 504		28 659
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 219 072	10 219 072		
Avances et acomptes reçus	26 413	26 413		
Dettes fiscales	545 338	545 338		
Impôts différés passifs	678 192	678 192		
Dettes sociales	2 561 409	2 561 409		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 062	1 062		
Autres dettes et comptes de régularisation	516 712	516 712		
TOTAL GENERAL	35 331 216	18 548 345	10 955 863	5 827 008

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Fiscalité différée</i>	106 553
<i>Engagement retraite</i>	90 312
<i>Suppression des provisions réglementées</i>	-1 782
<i>Activation du crédit-bail</i>	-1
Total	195 082

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>PV sur immobilier</i>	309 404
<i>Suppression des provisions réglementées</i>	373 087
<i>Fiscalité différée</i>	-1 422
<i>Engagement retraite</i>	-2 877
Total	678 192

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	567 809
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	34 817
Total	602 626

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	2 657 373
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 657 373
Impôt exigible comptabilisé	567 809
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	41 606
Impôt différé distribution	
Impôt réel	609 415
Impôt différé changement de taux au résultat (ANC 2020-01)	-6 789
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	3 259 999
IMPOT THEORIQUE GROUPE	815 000
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-205 585
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-237 483
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-237 483
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	98 189
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	-66 289
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	-171 785
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	171 785
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	31 900
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-205 583

Effectifs

	Effectif au 31/01/2023	Effectif au 31/01/2022
Cadres	32	28
Agents de maîtrise	11	10
Employés	299	281
Ouvriers		
TOTAL	342	319

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan 31/01/2023
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	26 284 619
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	
Autres engagements reçus	
TOTAL	26 284 619

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 970 932
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit-bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	15 970 932

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	108 211 179
Ventes de biens	8 372 043
Ventes de services	2 583 945
Autres revenus	993 424
TOTAL	120 160 591

Répartition par marché géographique	Montant
France	120 160 591
Etranger	
TOTAL	120 160 591

Charges exceptionnelles

Nature des charges exceptionnelles	31/01/2023	31/01/2022
Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes		
Pénalités, amendes fiscales et pénales	997	1 902
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Subventions accordées		
Rappel d'impôts (autres qu' IS)		
Autres charges sur opérations de gestion	46 743	1 113
Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	24 848	26 398
Sous-total	72 588	29 413
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations financières	16	620
Autres éléments d'actif		
Malis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Sous-total	16	620
Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et		
Charges exceptionnelles diverses		
Sous-total		
Dotations aux amortissements exceptionnels		
Dotations aux provisions réglementées (stock)		
Dotations aux provisions réglementées		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles		74 291
Sous-total		74 291
Autres charges exceptionnelles non détaillées		
TOTAL	72 603	104 325

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/01/2023	31/01/2022
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes	11 081	1 510
Libéralités perçues		
Rentrées sur créances amorties		
Subventions d'équilibre.		
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 050	28 817
Produits sur exercices antérieurs	1 671	43 590
Sous-total	24 802	73 917
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	15 010	
Autres éléments d'actif corporels		
Autres éléments d'actif incorporels		
Sous-total	15 010	
Immobilisations financières	1	2 560
Titres consolidées		
Sous-total	1	2 560
Bonis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises		
Produits exceptionnels divers		
Sous-total		
Amortissements dérogatoires		
Provision spéciale de réévaluation		
Plus-values réinvesties		
Sous-total		
Reprises sur provisions réglementées (stocks)		
Reprises sur autres provisions réglementées		
Reprises sur provisions pour risques et charges		262 894
Reprises sur provisions pour dépréciation		
Sous-total		262 894
Autres produits exceptionnels non détaillés		
TOTAL	39 813	339 371

greffe

DETA DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée au Capital de 48 000 Euros

Siège Social : CD 13 – Lieudit « LE BERGER »
59135 BELLAING

350 166 120 R.C.S. VALENCIENNES

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 2023

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 JANVIER 2023**.

Nous vous rappelons que nous sommes dans l'obligation de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Nos filiales :

- La société "**SCI LE BERGER**", Société Civile au capital de 1.524 €,
- La société « **LSA DIS** », Société par Actions Simplifiée au capital de 15.000 €,

dont les sièges sociaux sont à BELLAING (Nord) – CD 13 - Lieudit « Le Berger ».

La société « LSA DIS » a clôturé ses comptes au 31 JANVIER 2023, date de clôture des comptes consolidés, quant à la société « SCI LE BERGER » elle a clôturé ses comptes au 30 SEPTEMBRE 2022.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS 31 JANVIER 2023

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 120.160.591 Euros contre 105.278.094 Euros pour l'exercice précédent, soit une hausse d'environ 14,14 %.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe a augmenté d'environ 13,28 %.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 3.516.974 contre un même bénéfice pour l'exercice précédent de 2.935.546 Euros.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 35.645 Euros contre 37.189 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 259.830 Euros contre 261.929 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 224.185 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 3.292.789 Euros contre un même bénéfice de 2.710.806 Euros l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par une perte de 32.790 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 39.813 Euros ;
- de charges exceptionnelles pour 72.603 Euros.

Ce même résultat exceptionnel faisait ressortir un bénéfice de 235.046 Euros l'exercice précédent.

Par suite le résultat comptable net du groupe de l'exercice se traduit par un **BENEFICE** de **2.657.310 Euros**.

III – FAITS CARACTERISTIQUES

- Le Covid 19 :

En 2022, les effets de la crise sont définitivement éteints.

- La guerre en Ukraine :

La guerre en Ukraine qui a commencé le 24 Février 2022, et les restrictions prises à l'encontre de la Russie ont créé des difficultés pour les activités de production et de distribution, avec des incidences sur les ventes, les approvisionnements (hausse du cours des matières premières et du prix de l'énergie) et la chaîne de production (non disponibilité de certaines matières ou composants).

Des coûts supplémentaires ont été supportés par les sociétés du groupe, tels que la hausse du coût d'achat des marchandises, la hausse du coût de l'énergie et l'évolution des taux d'intérêts.

Les exploitantes ont également dû faire face à des problèmes d'approvisionnement.

Cependant, celles-ci estiment que la poursuite de leur exploitation n'est pas remise en cause.

IV - EVENEMENTS POST CLOTURE – EVOLUTION PREVISIBLE

Rien de particulier n'est à signaler ; la société « SCI LE BERGER » a été fusionnée par voie d'absorption par notre Société en date du 3 Mars 2023 ; nous restons confiants sur la bonne poursuite de l'activité des sociétés du groupe.

*
* *

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the text "CERTIFIE CONFORME". The signature consists of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

7 rue J. Baptiste Kléber
62302 LENS Cedex

VDB ET ASSOCIES

15 avenue Paul Claudel
80480 DURY

SAS DETA DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 48 000 €

Siège social : Lieudit LE BERGER
59135 BELLAING

SIRET : 350 166 120 00013
APE : 4711F

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2023

DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

7 rue J. Baptiste Kléber
62302 LENS Cedex

VDB ET ASSOCIES

15 avenue Paul Claudel
80480 DURY

SAS DETA DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 48 000 €

Siège social : Lieudit LE BERGER

59135 BELLAING

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2023

A l'assemblée générale de la société SAS DETA DISTRIBUTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAS DETA DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le comité directeur le 11 Mai 2023.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

[Signature]

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/02/2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L, 823-9 et R.823-7 du code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Modalités de consolidation » en page 13 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilité des écarts d'acquisition ainsi que le détail des écarts d'acquisition en page 17.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application de la réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

01

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés, notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

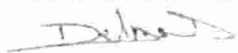
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 9 Juin 2023

VDB ET ASSOCIES

Représenté par

Aurélie DELMAS



Rachid AISSAOUI



DGD COMMISSARIAT ET ASSOCIES

Représenté par

Olivier DUBOIS

